

AVENIR D'EDF **UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ**

Le 16 février, le PDG du Groupe EDF a reçu les fédérations syndicales. Fidèle à son expression devant les commissions économiques de l'Assemblée nationale et du Sénat, celui-ci s'est fendu de son argumentaire sur ce qu'il appelle maintenant la réforme du Groupe EDF. Rien de nouveau sous le soleil de Wagram, hormis le fait que le PDG a indiqué qu'il n'était pas l'interlocuteur pour le retrait du dossier Hercule, revendication portée par l'interfédérale.

LE SEUL CHEMIN POSSIBLE ?

Dans un discours convenu, sur la base d'éléments de langage bien « huilés », maintes fois utilisés, mais sans perspective, le président d'EDF a tenté une nouvelle fois de convaincre la représentation du personnel de faire corps avec son projet « Hercule ».

Au final, l'impression qui domine est la volonté de « cocher » la case dialogue social sur une feuille de route sans marge de manœuvre, donc sans espace pour un réel dialogue.

« Hercule », pardon, la « réforme » est inéluctable et celle-ci doit se faire très rapidement sinon les risques seraient pour EDF encore plus importants.

Le PDG a donc refusé à l'interfédérale le retrait de cette « réforme ».

On a pu comprendre que la feuille de route qui lui était fixée n'offrait pas d'autres alternatives. Traduisez : on m'ordonne, j'exécute, les ordres viennent d'en haut.

Message reçu pour FO, les bons interlocuteurs pour parler de l'avenir du Groupe se trouvent à l'Assemblée nationale et à l'Élysée, pas à Wagram.

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL EST LA PRIORITÉ

Pour FO Énergie et Mines, la priorité de notre action réside dans le retrait de ce projet destructeur auprès du seul commanditaire et décideur : le président de la République.

Il est temps, d'une part, de faire un bilan de la libéralisation du marché de l'énergie et, d'autre part, d'ouvrir un réel dialogue pour pouvoir aborder l'avenir du secteur énergétique français d'une manière différente que celle qui consiste à répondre à des enjeux financiers.

L'intérêt général doit redevenir la norme pour l'État français, car cela est la base de notre modèle républicain. À cela s'ajoute désormais « l'urgence climatique » !

La nation a besoin d'un outil « Énergie » pour investir dans les ENR, la filière hydrogène et le renouvellement des sources décarbonées.

L'indépendance énergétique de la France, la sécurité d'approvisionnement en électricité pour l'ensemble du pays et de nos concitoyens, la péréquation tarifaire pour l'électricité ne sont pas des concepts, mais sont des valeurs républicaines d'égalité, de solidarité et d'unité nationale.

Nous constatons depuis le début de la crise sanitaire que la souveraineté de la France est mise à mal sur bien des domaines, notamment la santé. L'exemple le plus édifiant concerne les vaccins. La France, la nation de Pasteur le « père des vaccins », est incapable de répondre à sa population en termes de vaccination, incapable de produire un vaccin sous brevet français !

Il faut mettre un terme à cette mascarade libérale qui conduit le « vieux continent » à sa perte.

La santé, les besoins fondamentaux des citoyens, l'intégrité de nos démocraties ne peuvent être garantis par un « monde du tout marché », un monde où la bourse passe avant la vie !

Il faut faire bouger les lignes et modèles des traités européens pour faire cesser cette fuite en avant !

Pour FO, concernant l'Énergie, il faut sortir EDF des griffes de la Bourse, en faire un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) ce qui lui donnera des marges de manœuvre nouvelles pour faire face aux investissements qu'imposent les besoins de la nation et de ses citoyens et la poursuite de la décarbonation de l'énergie pour lutter contre le réchauffement climatique.

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org

